



CHAPITRE 60

CHAPTER 60

Loi modifiant la Loi des marchés agricoles
du Québec

An Act to amend the Quebec Agricultural
Marketing Act

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

[Assented to 10th June 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'As-
semblée législative de Québec, décrète ce
qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Que-
bec, enacts as follows:

1955-56,
c. 37, a. 7,
remp.
1. L'article 7 de la Loi des marchés
agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II,
chapitre 37) est remplacé par le suivant:

1. Section 7 of the Quebec Agricultural
Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter
37) is replaced by the following: 1955-56,
c. 37, s. 7,
replaced.

Fonction-
naires et
employés.
"7. Les fonctionnaires et employés de
l'Office sont nommés et rémunérés sui-
vant la Loi du service civil.

"7. The functionaries and employees of
the Board shall be appointed and paid in
accordance with the Civil Service Act. Personnel.

Expert.
Le lieutenant-gouverneur en conseil
peut nommer et adjoindre à l'Office tout
expert jugé nécessaire et fixer sa rémuné-
ration."

The Lieutenant-Governor in Council
may appoint and assign to the Board any
requisite expert and fix his remuneration." Experts.

1955-56,
c. 37,
a. 11,
am.
2. L'article 11 de ladite loi, modifié
par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II,
chapitre 26, est de nouveau modifié en
remplaçant le paragraphe g par le sui-
vant:

2. Section 11 of the said act, amended
by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II,
chapter 26, is again amended by replacing
paragraph g by the following: 1955-56,
c. 37,
s. 11,
am.

"g) obliger les personnes engagées dans
la production ou la mise en marché d'un
produit commercialisé, à enregistrer leurs
noms, adresses et occupations dans un re-
gistre tenu par l'Office, et, relativement à
ce produit, à tenir des registres ou des écrit-
tures, à faire des rapports, à fournir à
l'Office des renseignements sur leurs opé-
rations et sur tout ce qui s'y rapporte, et à
se prêter à l'examen de leurs livres et do-
cuments par les inspecteurs et les enquê-
teurs de l'Office."

"g. to oblige persons engaged in the
production or marketing of any marketed
product to register their names, addresses
and occupations in a register kept by the
Board and, with respect to such product,
to keep registers or records, to make re-
ports, to furnish to the Board information
as to their operations and everything
related thereto, and to permit the exam-
ination of their books and documents by
the inspectors and investigators of the
Board."

1955-56,
c. 37,
aa. 12a
et 12b, aj.
Examen
des pro-
duits,
livres,
etc.

3. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 12, les suivants:

"**12a.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs et les enquêteurs de l'Office peuvent, pendant les heures ordinaires de travail, pénétrer dans les établissements et les locaux servant à la mise en marché d'un produit commercialisé et leurs dépendances, examiner les produits qui s'y trouvent, exiger la production des livres, registres et documents relatifs à cette mise en marché et requérir, à ce sujet, tout autre renseignement jugé utile ou nécessaire.

Rensei-
gnement
confiden-
tiel.

Tout renseignement obtenu par l'effet du présent article ou du paragraphe *g* de l'article 11 doit être tenu pour confidentiel, utilisé exclusivement à l'usage de l'Office et divulgué seulement sur l'ordre d'un tribunal judiciaire.

Entrave à
un ins-
pecteur.

"**12b.** Il est interdit d'entraver un inspecteur ou un enquêteur de l'Office dans l'exercice de ses fonctions, de quelque façon que ce soit; de le tromper ou de tenter de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères; de refuser de lui déclarer ses noms et adresse ou d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la loi ou des règlements.

Certifi-
cat.

Cet inspecteur ou enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le président de l'Office et attestant sa qualité."

1955-56,
c. 37,
a. 20a, aj.

4. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 20, le suivant:

Syndicat
profes-
sionnel.

"**20a.** Dans le projet de plan conjoint, au lieu de spécifier la composition de l'office de producteurs qui sera chargé d'appliquer le plan, les requérants peuvent désigner, aux mêmes fins, un syndicat professionnel composé exclusivement de producteurs de produits agricoles visés par le projet ou une union ou fédération de tels syndicats professionnels ou une société coopérative agricole ayant pour seul objet la mise en marché de ces produits agricoles.

Pouvoirs
et attri-
butions.

Lorsque l'exécution d'un plan conjoint est confiée à un tel syndicat professionnel, union, fédération ou société, celui-ci est

3. The said act is amended by inserting after section 12, the following sections:

1955-56,
c. 37, ss.
12a, 12b,
added.

"**12a.** In the discharge of their duties, the inspectors and investigators of the Board may enter, during regular working hours, establishments and premises used for marketing any marketed product and their dependencies, examine the products found therein, require the production of the books, registers and documents relating to such marketing and the giving of such other information related thereto as may be deemed useful or necessary.

Examina-
tion of
products,
books, etc.

All information obtained under this section or paragraph *g* of section 11 shall be deemed confidential and used only for the purposes of the Board and revealed only on the order of a court of law.

Informa-
tion con-
fidential.

"**12b.** It is forbidden to hinder an inspector or investigator of the Board in any way in the performance of his duties; to mislead or try to mislead him by concealment or by misrepresentation; to refuse to tell him one's name and address or to obey any order he may give under the law or the regulations.

Hinder-
ing ins-
pector.

Such inspector or investigator, if required, shall produce a certificate signed by the president of the Board, attesting his authority."

SO Creden-
tials.

4. The said act is amended by inserting after section 20, the following section:

1955-56,
c. 37,
s. 20a,
added.

"**20a.** In the draft of the joint plan, instead of giving the composition of the producers' board to be entrusted with the carrying out of the plan, the applicants may designate, for the same purposes, a professional syndicate composed exclusively of producers of farm products covered by the draft or a union or federation of such professional syndicates, or a cooperative agricultural association having as its sole object the marketing of such farm products.

Profes-
sional
syndicate.

Whenever the carrying out of a joint plan is entrusted to such a professional syndicate, union, federation or association,

Powers.

investi, sous son nom corporatif, de tous les pouvoirs et attributions d'un office de producteurs, et l'Office provincial peut lui déléguer les pouvoirs qu'il juge nécessaires et révoquer cette délégation."

the latter shall be vested, in its corporate name, with all the powers and functions of a producers' board, and the Provincial Board may delegate to it such powers as it deems necessary and revoke such delegation."

1955-56, c. 37, a. 23, am. **5.** L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en insérant, après le premier alinéa, le suivant:

5. Section 23 of the said act, amended by section 3 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 26, is again amended by inserting, after the first paragraph, the following:

Qualités d'un producteur.

"Il détermine par règlement les qualités requises d'un producteur et les conditions à remplir par celui-ci pour être considéré comme un producteur dans le sens du présent article et avoir voix au referendum."

"It shall determine by regulation the qualifications for a producer and the conditions he must fulfil to be deemed a producer within the meaning of this section and to be entitled to vote at the referendum."

1955-56, c. 37, a. 24, am. **6.** L'article 24 de ladite loi est modifié: a) en insérant après le deuxième alinéa, le suivant:

6. Section 24 of the said act is amended: a. by inserting after the second paragraph, the following paragraph:

Homologation.

"Toute convention conclue à cette fin n'a d'effet qu'après avoir été homologuée par l'Office.";

"Any agreement made for such purpose shall have effect only after it has been confirmed by the Board.";

Modification.

b) en ajoutant l'alinéa suivant: "L'Office peut également modifier le plan conjoint, si cette modification est approuvée par referendum suivant l'article 23."

b. by adding the following paragraph: "The Board may also amend the joint plan, if such amendment is approved by referendum under section 23."

1955-56, c. 37, a. 28, am. **7.** L'article 28 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 62, est de nouveau modifié en retranchant tout ce qui suit les cinq premières lignes.

7. Section 28 of the said act, amended by section 1 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 62, is again amended by striking out everything after the first sentence.

Id., a. 32, am. **8.** L'article 32 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "des règlements ou d'un plan conjoint", par les mots "des règlements, d'un plan conjoint ou d'une convention conclue en vertu de l'article 24".

8. Section 32 of the said act is amended by replacing the words "of the regulations or of a joint plan", in the second and third lines, by the words "of the regulations, of a joint plan or of an agreement made under section 24".

Disposition transitoire.

9. Les décisions de l'Office des marchés agricoles du Québec, prises avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ne sont pas invalides du fait qu'elles ont été prises alors que deux membres seulement siégeaient. La présente disposition s'applique aux causes en instance sauf quant aux frais.

9. Decisions of the Quebec Agricultural Marketing Board made before the coming into force of this act, shall not be invalid by reason of their having been made when only two members were sitting. This provision shall apply to pending cases except as to costs.

Entrée en vigueur. **10.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.